Les Possibles — No. 17 Été 2018

Revue des revues n° 17

lundi 9 juillet 2018, par Jacques Cossart

Le bruit court que la crise de 2007 est derrière nous puisque la croissance mondiale est repartie, de même que celle de l'Europe. Est-ce bien certain et, si oui, à quel prix ? La revue des revues regarde les choses, non à partir de statistiques globales qui valent ce que valent les moyennes, mais en examinant quelques dossiers parmi les plus sensibles et qui reviennent de façon récurrente dans l'actualité. Les atermoiements, et finalement les renoncements, se perpétuent quant à la transformation des modèles de production agricoles : en témoigne la pantomime concernant l'interdiction du glyphosate. Toujours rien de sérieux quant à la lutte contre le réchauffement du climat, en dépit des alertes de plus en plus pressantes sur la montée du niveau des océans. Tout cela n'augure rien de bon pour la transition écologique, notamment pour la transition énergétique.

Le glyphosate pour toujours ?

Monsieur Travert, ministre français de l'agriculture a, à propos du glyphosate, déclaré le 17 novembre 2017 « je suis heureux que la Commission européenne ait pu enfin trouver un accord ». Il anticipait quelque peu, puisque ce n'est que le 27 novembre que la Commission est parvenue à réunir le vote de pays représentant 65,71 % de la population de l'Union, atteignant tout juste ainsi les 65 % requis. L'Europe va donc pouvoir utiliser ce poison pour cinq années de plus. Le plaisir affiché par l'ancien socialiste au parcours politique sinueux, formé à l'action commerciale et comprenant parfaitement la FNSEA qui soutient activement l'agriculture industrielle, s'affiche sans la moindre pudeur.

Il n'était pas encore informé de ce qu'allait déclarer le 24 mars 2018, le président de la République française « vous regardez par la fenêtre : les paysages que vous avez jadis chéris sont désormais desséchés et toute vie en a disparu. L'air et l'eau, tout ce que vous respirez et qui permet la vie, est altéré. Ce n'est pas un cauchemar et encore moins une illusion ». En 2002, le Président Chirac interpellait le quatrième Sommet de la Terre par un tonitruant « notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Puis, rien au Sommet de 2012, attendons celui de 2022 ! Peut-être, Monsieur Macron avait-il déjà reçu les conclusions présentées à Medellin le 24 mars par l'IPBES. Il s'agit d'un organisme intergouvernemental promu par plusieurs agences de l'ONU (PNUE, PNUD, UNESCO et FAO) ; il étudie la biodiversité dans le monde en visant à mettre en évidence les liens entre les décisions politiques – ou l'absence de décisions – et les connaissances accumulées.

Aujourd'hui, la plateforme regroupe plus de 500 experts originaires de 100 pays différents qui travaillent à partir de plusieurs milliers de publications et éditent de volumineux rapports portant sur l'ensemble du globe, à l'exception des pôles et des océans, et divisés en quatre ensembles. Sur le modèle du GIEC, ces rapports donnent lieu à des résumés pour les décideurs. On pourra mesurer l'ampleur des travaux, en se reportant, par exemple, au résumé pour les décideurs relatif aux pollinisateurs, la pollinisation et la production alimentaire. La conclusion générale de ces travaux qui se sont poursuivis sur trois années n'est, malheureusement, guère surprenante, mais véritablement effrayante, puisque les experts estiment unanimement que la chute de la biodiversité « met en danger les économies, les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la qualité de vie des populations partout dans le monde ».

Monsieur Travert a raison, aidons la firme Monsanto ; comment pourrait-elle parvenir à sauver le monde avec cinq pauvres milliards de dollars de chiffre d'affaires réalisés grâce à cette molécule ?

Court inventaire de quelques-uns des désastres relevés dans la présentation du 24 mars dernier :

Pour l'Afrique qui, prévoit-on, pourrait compter 2,5 milliards d'habitants en 2050, c'est dès aujourd'hui qu'une superficie égale à celle de la France voit ses terres dégradées alors que plus de 60 % de la population dépend, vitalement, de la bonne santé des milieux naturels dans lesquels plusieurs espèces d'oiseaux et mammifères auront vu leur population diminuer de moitié.

L'Asie-Pacifique, où il faudrait bien la poésie de Jacques Prévert qui, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, savait clore son Inventaire avec « plusieurs ratons laveurs ». Là, ce sont 4,5 milliards d'humains, qui voient le niveau de la mer monter en même temps que les épisodes climatiques extrêmes, l'accumulation des déchets – 80 % des déchets plastiques [1] se trouveraient dans cette zone – croître au rythme de la pollution qui aura bientôt dégradé 90 % des coraux.

La « civilisation » a transformé le continent américain pour 95 % des prairies du nord, 50 % de la savane tropicale et 17 % de la forêt amazonienne. Sur une superficie équivalant à dix fois celle de la France et s'étendant sur huit pays, les savoir-faire des peuples autochtones avaient su inventer polycultures et

agroforesterie préservant la biodiversité.

En Europe et Asie centrale, on a, au cours de la dernière décennie, enregistré un déclin de 42 % des plantes et animaux terrestres, 60 % pour les amphibiens et 71 % pour les poissons.

Mais alors que faire ? En tout cas, une chose est certaine, laisser libre cours au capitalisme comme durant ces quatre décennies passées, aggravera lourdement les constats actuels qui sont, malheureusement, très largement et sans conteste sérieux, documentés malgré toutes les palinodies médiatiques largement, elles, financées. Quand on rencontre ces réfutations, elles sont le fait de vendeurs qui n'hésitent pas à payer des scientifiques se laissant appâter par quelque plat de lentilles [2] que les Monsanto et autres Sygenta n'hésitent pas à leur offrir en rémunérant très largement les armées d'avocats qu'il faudra pour convaincre tous les Monsieur Travert du monde. En attendant une action publique digne de ce nom, la rapports IPBES – et bien d'autres – montrent que la planète a connu, durant ces cent dernières années, une extinction d'espèces comparable à celle des dinosaures il y a plusieurs millions d'années.

Quel talent [3] !

Le niveau monte !

Dans ses prévisions relatives à l'élévation du niveau moyen de la mer, le GIEC estime qu'il pourrait s'élever jusqu'à un demi-mètre d'ici la fin de ce siècle. La part des populations qui seront touchées est considérable, y compris dans des pays comme la Chine, l'Inde ou les États-Unis, comme on peut le voir sur les cartes présentées par *Climate central*.

Un autre indicateur ne laisse pas d'inquiéter, celui des microparticules de plastique relevées dans des carottes de glaces prélevées dans l'Arctique. Une équipe allemande de dix scientifiques de l'Institut Alfred Wegener spécialisé dans les études polaires, a publié dans *Nature Communications* un article montrant les mesures qu'ils ont effectuées pour relever la quantité de ces microparticules et comment elles circulent.

Que trouve-t-on grâce à ces carottages effectués au cours des années 2014 et 2015 ? En fonction du lieu de prélèvement, les scientifiques ont relevé de 1 100 à 12 000 microparticules par litre prélevé. Il s'agit de plastiques, notamment polyéthylène et polypropylène, de peintures et même de l'acétate de cellulose provenant, en particulier, des filtres de cigarettes [4]. Si on prend en compte les plus de 320 millions de tonnes de plastiques divers dont Exxon, Bayer et autre Dow Chemical, qui sont produites chaque année, il n'est guère étonnant, mais combien affligeant, que les courants marins conduisent aux résultats constatés par l'équipe scientifique. La taille des microparticules recensées permet qu'elles soient ingérées par les micro-organismes marins. Mais ce ne sont pas quelques externalités négatives, comme disent les économistes, qui vont mettre un frein à ce formidable foisonnement créateur capitaliste ; après lui, le déluge !

La célébration du bicentenaire de la naissance de Karl Marx par la presse internationale, nous autorise à noter ce qu'il écrivait à une époque, il y a plus de 150 ans, au cours de laquelle on ne parlait guère encore d'écologie, « la production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur » [5].

Dans son numéro 14, *Les Possibles* s'interrogeait, Que faut-il donc pour que les gouvernements comprennent ? En effet, les rapports s'accumulent, et pendant que « notre maison brûle nous regardons ailleurs ». Le « nous » est, cependant inapproprié puisque nous – citoyens, ONG, scientifiques, etc. – sommes très nombreux à prouver et dénoncer la duplicité, inconsciente ou criminelle, de nos « responsables ». Ainsi, le WWF publie le 5 mai 2018 L'autre déficit de la France, étude menée avec l'institut de recherche *Global Footprint Network.* On y apprend que, cette année, à partir du 5 mai, la France aura consommé davantage que ce qu'elle est capable de régénérer pendant une année ; cet indicateur, calculé depuis 1961, était à l'époque, le 30 septembre. Quelles que soient les observations qui peuvent être formulées à propos de ce calcul, on peut, légitimement, s'alarmer sur ces cinq mois perdus !

On peut dormir sur nos deux oreilles !

Ils sont nombreux ceux qui prêchent que le réchauffement climatique ne présente aucun danger. Il y a bien sûr les partisans, abusés ou conscients, de se boucher, oreilles et yeux, préférant ne rien savoir, mais aussi, et sans doute d'abord, les propriétaires du capital et leurs affidés, qui ne veulent surtout pas voir leurs rentes touchées. Les uns, tel le président des États-Unis, proclament sans la moindre pudeur, qu'après eux le déluge, et puis la foule des dissimulateurs, il en est de nombreux en France, qui, mieux informés peut-être, n'osent pas nier l'évidence mais qui, dans l'action publique à laquelle ils participent, voire qu'ils dirigent, font tout ce qu'il faut pour « tout changer pour que rien ne change ».

La revue *Les Possibles* aborde très régulièrement ce danger vital [6] pour l'humanité. On sait que les Accords de Paris (2015) ont enregistré les engagements des États, devant conduire à contenir l'augmentation moyenne de température, d'ici à 2100 par rapport à l'ère préindustrielle, à 2° C. Pour tenir ces engagements, les émissions devraient, en 2030, être ramenées à un maximum annuel de 44 gigatonnes équivalent CO_2. Or, en 2015, les émissions ont été de 50 GT eq. CO_2. L'Agence des Nations unies pour l'environnement a publié en 2017 un rapport calculant les émissions qui résulteraient des engagements souscrits : l'estimation est comprise entre 49,5 et 56,2 GT eq. CO_2.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Une équipe pluridisciplinaire de cinq chercheurs (deux femmes et trois hommes), parfaitement

reconnus par leurs pairs, a publié le 11 décembre 2017 dans la revue électronique à comité de lecture, *Environmental Research Letters* une nouvelle alerte. L'étude examine les conséquences, à l'horizon de 2030 des engagements pris, lors de la COP 21, par les États en matière d'émissions mondiales de gaz à effet de serre et analyse des incertitudes et la distribution quant aux dites émissions. Avec un intervalle de confiance de 90 %, les estimations des chercheurs vont de 56,8 à 66,5 GT eq. CO_2, c'est-à-dire des valeurs sensiblement plus élevées, pour le maximum calculé, que dans le rapport du PNUE signalé ci-dessus.

À partir de l'étude de décembre 2017, sont définies plusieurs exigences quant à la qualité du climat à venir :

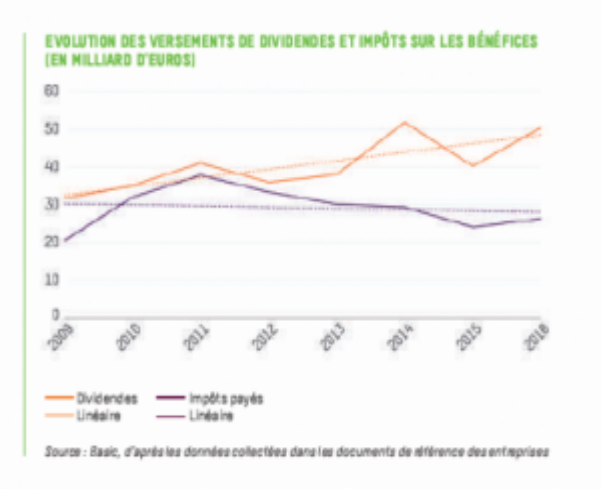
- un cadre plus précis pour les futurs engagements,
- la participation de tous les pays à l'effort global d'atténuation,
- un mécanisme de mise à jour ambitieux tout en évitant de retenir des taux de décarbonisation difficilement réalisables après 2030, conduisant à une anticipation de fortes diminutions des émissions mondiales après 2030. On n'en finirait pas de faire la liste des études publiées dans les revues scientifiques à comité de lecture qui documentent les périls auxquels les habitants de cette planète sont confrontés. Ainsi, plusieurs chercheurs, sous la direction de la professeure Rachel Warren, spécialiste du changement climatique, ont publié le 18 mai 2018 dans *Science*, une comparaison des effets d'un réchauffement de 1,5° C plutôt que les fameux 2°. La conclusion est aussi simple qu'effrayante : au-delà des effets déjà abondamment énumérés, ce travail s'attache à mesurer à partir de 115 000 espèces animales et végétales, les conséquences d'une variation d'un demi-degré C de réchauffement ; elles sont particulièrement lourdes pour toutes les espèces peu ou pas mobiles et pour les insectes. Aucun politique, même Monsieur Trump, ne peut prétendre ne pas être totalement informé de la situation ; alors comment expliquer l'inaction, ou, pire, les décisions accélérant le processus dévastateur ?

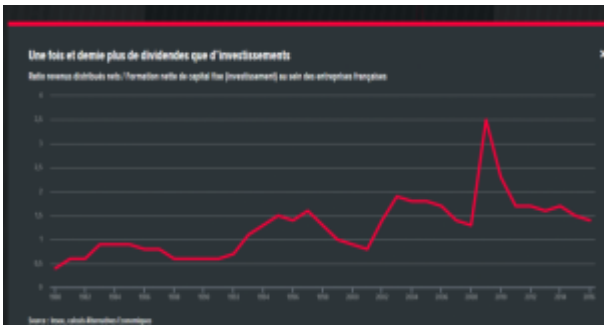
Les données de ces études et l'attitude de ces politiques, ne poussent guère à l'optimisme. On reste stupéfait devant de tels constats des décisions prises par des hommes supposés sensés, qui entraîneront des conséquences funestes, y compris pour ces décisionnaires eux-mêmes. En 1930, J.M. Keynes écrivait une lettre à ses petits-enfants [7]. On y lit, notamment « l'amour de l'argent comme objet de possession, qu'il faut distinguer de l'amour de l'argent comme moyen de se procurer les plaisirs et les réalités de la vie, sera reconnu pour ce qu'il est : un état morbide plutôt répugnant, l'une de ces inclinations à demi criminelles et à demi pathologiques dont on confie le soin en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales ». Il y a plus de cinquante ans, en pleine Guerre froide, Stanley Kubrick, livrait son *Docteur Folamour*. Toute une flotte de bombardiers, chargés de bombes nucléaires sont lancés sur des cibles soviétiques. Le Président étasunien parvient à faire rebrousser chemin à son armada, ou même à en faire détruire une partie par les Soviétiques. Tous, sauf un qui parviendra à destination ; son commandant réussira à débloquer la soute et finira par larguer son engin en le chevauchant dans un délirant « yahhhooo !! » triomphant. Existe-il, en matière climatique, un *deus ex machina* capable de stopper la machine infernale ?

Qui donc sont les plus dignes de confiance, Keynes quand il écrivait il y près de 90 ans à ses petits-enfants, ou ces premiers de cordée dont on nous rebat les oreilles, mais identifiés plus correctement sous l'appellation *privilégiés* ? Les plus importants de ceux-ci sont sans doute les propriétaires du capital qui s'attribuent de copieuses rémunérations. Oxfam publie dans un rapport2018, pour les entreprises françaises du CAC 40, un graphique indiquant les montants versés par celles-ci sous forme de dividendes de 2009 à 2016 et reproduit ci-dessous. Comme on pouvait s'y attendre devant pareille mise en évidence, sans même que les distributeurs de dividendes eux-mêmes aient eu besoin de sonner le tocsin, les soutiens habituels du capitalisme se sont drapés dans leur arrogance coutumière puisque le fameux TINA est toujours en vogue, il n'y a pas d'alternative ! On peut se reporter à un article de Christian Chavagneux qui a réagi parfaitement le 21 mai 2018 dans *Alternatives économiques*. Est reproduit ici le graphique établi par *Alternatives économiques* indiquant l'évolution de la valeur du ratio entre les montants des dividendes nets rapportés à l'investissent (FNCF) sur la période 1980-2016. Les valeurs de cet indice vont de 0,4 en 1980 à 1,4 en 2016, en passant par 3,5 en 2009 – il fallait bien se refaire après la peur de 2008 ! – Comme on le voit, le taux de croissance annuelle des dividendes est élevé ; en tout cas plus important que celui enregistré pour les salaires et, tout aussi grave, pour les investissements, comme on pourra le voir sur le graphique retraçant l'évolution, de 2000 à 2016, de la formation brute de capital fixe établi par l'OCDE. On aura remarqué que le graphique établi par Oxfam, comporte deux courbes principales : l'une, et sa régression linéaire, en rouge, indiquent le montant, en milliards d'euros, des dividendes versés chaque année ; en 2016 ce sont 50 milliards. La seconde, et sa régression linéaire, en bleu montrent pour les mêmes périodes les montants payés, par ces mêmes entreprises, au titre de l'impôt sur les bénéfices. Pour apprécier, au-delà de l'injustice du système, son caractère très dommageable pour le pays, il faut avoir présents à l'esprit les chiffres qui permettent de mesurer ce que sont les recettes de l'État. Le projet de loi de finance pour 2018 prévoit une recette de 153 milliards d'euros pour la TVA et 25 milliards pour l'impôt sur les sociétés !

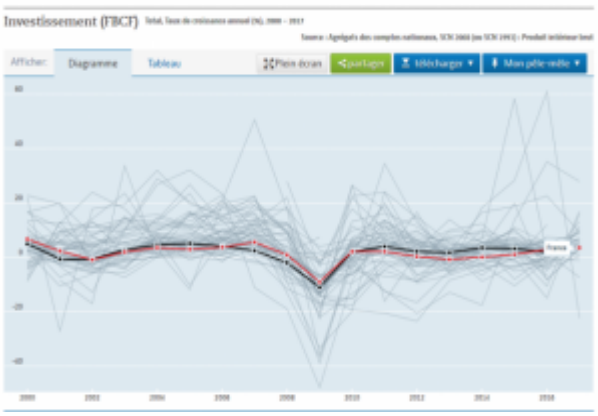
À partir du document OCDE indiqué plus haut, on trouve un grand nombre de données, dont celle-ci : la France a enregistré en 2016 un total d'investissement privé (FBCF), de 607 milliards de dollars, soit quelque 512 milliards d'euros. Allez, les premiers de cordée, encore un effort. Ce qui est étonnant chez les propriétaires du capital, c'est la plasticité de leur analyse. Le discours du patronat est simple : les marges des entreprises sont trop faibles et expliquent les mauvaises performances des entreprises françaises. À l'examen des chiffres allant de 1950 à 2016, fournis par l'INSEE, on observe que, depuis les années 1980, cette marge a toujours été supérieure à 30 % de la valeur ajoutée. Faut-il alors accuser la trop lourde part accordée aux

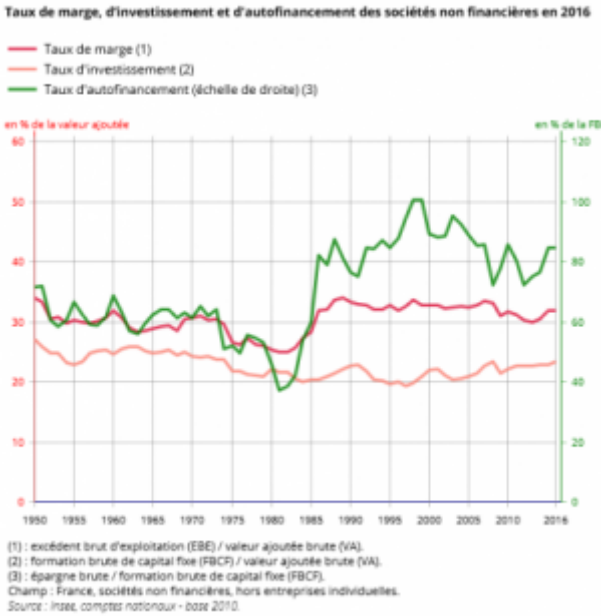
salaires ? En tout cas, on note que, si le pourcentage des salaires a atteint au début des années 1980, en France, plus de 70 % de la valeur ajoutée, elle a chuté jusqu'aux années 1990 pour se situer, aujourd'hui, autour de 65 %, comme on le voit dans le dernier graphique reproduit ci-dessous et émanant de l'INSEE.





Pour sa part, l'excellent expert en la matière, Janus Henderson, qui publie régulièrement, un *Global dividend index [8]*, indique que le total des dividendes distribués en 2017 s'élève à 1 252 milliards de dollars [9], portant ainsi, tel qu'indiqué dans le rapport du 18 mai 2018, l'indice JHGDI [10] à 174,2 ! Au premier trimestre 2018, ce sont 245 milliards qui ont été distribués. Où serait le mal ? Le célèbre adage *charité bien ordonnée commence par soi-même* aurait déjà été présent, il y a plus de 30 siècles, dans le Cantique des Cantiques biblique ! D'ailleurs les chantres habituels du capitalisme n'élèvent pas la voix à l'encontre de tels montants.





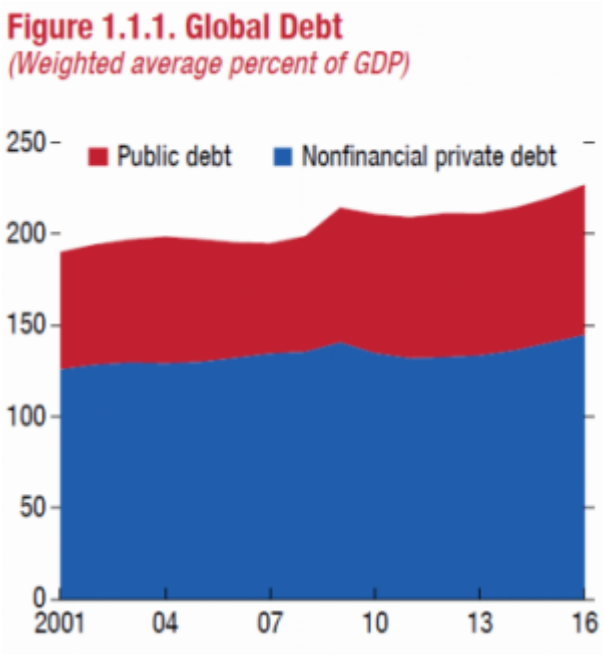
Dette

L'affaire est ancienne, l'anthropologue états-unien David Graeber, aujourd'hui professeur à la *London School of economics*, a publié un fort intéressant ouvrage [11]. Pour l'auteur, la dette est d'abord une construction sociale reposant sur une obligation morale ; mais il finira par écrire, une fois son ouvrage avancé, « qu'est-ce qu'une dette, en fin de compte ? Une dette est la perversion d'une promesse. C'est une promesse doublement corrompue par les mathématiques et la violence ».

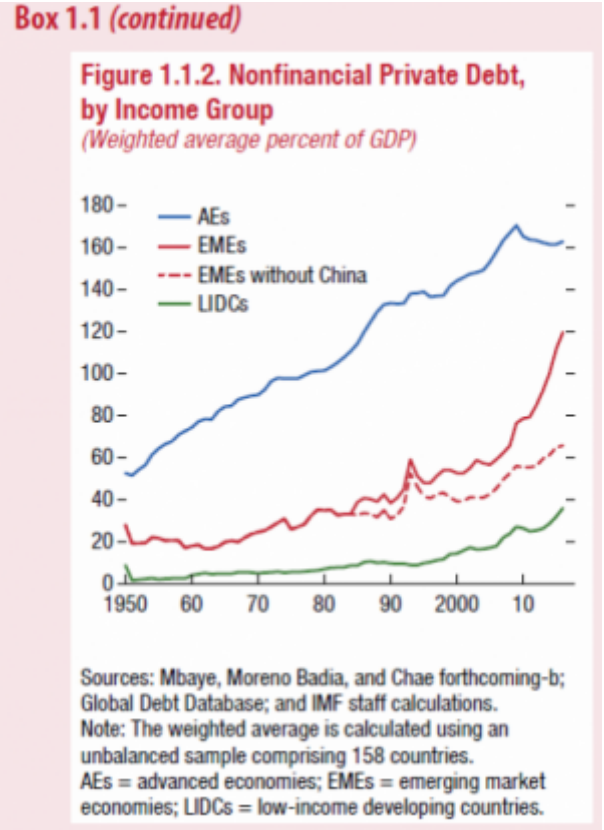
Le Fonds monétaire international, expert déclaré en matière de dette, a publié en avril 2018 *Capitalizing on Good Times*. Ainsi, le membre permanent de toutes les troïkas réputées salvatrices mais, dans la réalité, vengeresses, recommande-t-il de savoir profiter des bons moments, des embellies. Recommandation évidente du *bon père de famille* ! En économie, la prescription frappée au coin du bon sens, signifie, bien entendu, profiter des périodes de forte croissance, laquelle est, comme on sait, l'alpha et l'oméga de la « science » économique. Mais alors pourquoi les États-Unis par exemple, qui ont enregistré, en 2016, un PIB de près de 18 000 milliards de dollars courants ne poussent-ils pas leurs dépenses militaires au niveau atteint par l'Arabie saoudite, soit 9,8 % du PIB plutôt que de se contenter d'un modeste 3,3 % ?

Le FMI commence par donner des chiffres, sans doute exacts, puisque c'est son métier ; fin 2016, la dette s'élevait, dans le monde, à quelque 164 000 milliards de dollars, c'est à dire 225 % du produit brut mondial à la même date, soit, précise le Fonds, 12 % de plus qu'en 2009 après la faillite de la banque privée *Lehman Brothers,* suivie de la Grande Récession. Comment cette augmentation aurait-elle pu ne pas avoir lieu alors que les États ont dû – bien modestement d'ailleurs – colmater les brèches sociales les plus urgentes et que leurs recettes avaient baissé ? Les auteurs, sévères, nous avertissent que, dans cette dette

globale, la « *public debt plays an important rôle* ». Ce rôle important est d'abord, dans l'esprit des rédacteurs, de nature idéologique, un peu comme dans *Le Loup et l'Agneau* de la fable où le loup, impitoyable, admoneste *Si ce n'est toi, c'est donc ton frère/ Je n'en ai point. C'est donc quelqu'un des tiens.* En effet, la figure 1.1.1. de la page 30 et reproduite ici donne une parfaite représentation de la réalité décrite par le FMI lui-même.

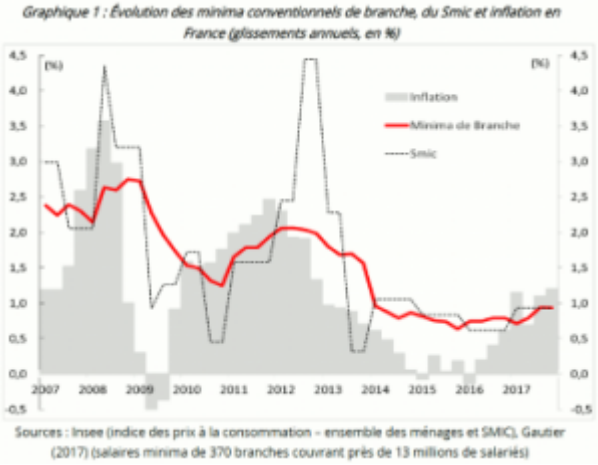


Il faut ajouter à cette image globale celle qu'indique le même FMI, pour la période 1950-2016 pour l'évolution de la dette privée mesurée par rapport au PIB pour les trois catégories de pays – habituellement retenues par les institutions internationales – les économies avancées, celles des pays émergents (ici, avec et sans la Chine) et les pays les moins avancés (PMA) [12]. La courbe en bleu correspond à la catégorie supérieure du PNUD, les deux courbes en rouge, renvoient aux deux catégories intermédiaires du PNUD et la courbe en vert aux PMA du PNUD.



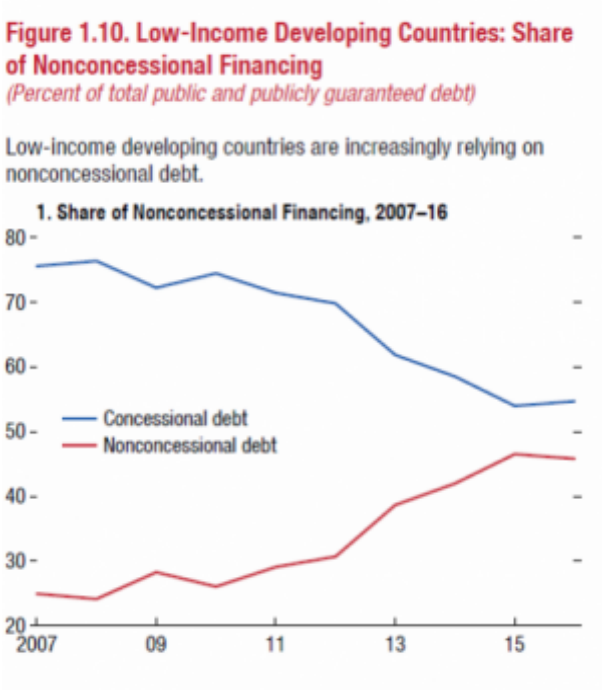
En langue FMI, cela veut dire que c'est, malgré tout, la dette publique, la grande fautive. Ce n'est pas bien, assure-t-il, parce que les États ont moins de marge de manœuvre, ce qui est exact, mais un peu court. Dans la figure 1.1.1, l'institution de Washington peint, de 2001 à 2016, un tableau parfaitement éclairant : en rouge, annoncée dans le monde entier comme la couleur du danger. Eh bien, tout au long des ces quinze années, c'est le bleu azur, quantifiant la dette privée qui prévaut. Fin 2016, sur une dette globale représentant près de 225 % du PIB global, ce sont environ 150 % qui ressortissaient à celle-là. D'où donc proviennent ces plus de 100 000 milliards de dettes privées, ? Des marchés financiers [13] bien entendu ; mais un bonheur venant rarement seul, ces marchés ont aussi prêté le reste, soit environ 60 000 milliards de dollars. Comme on le sait, ces bienfaiteurs de l'humanité percevront, pour récompense, de confortables rémunérations. On se souvient peut-être d'une tribune [14] publiée dans le quotidien *Le Monde* du 2 janvier 2012 par Michel Rocard et Pierre Larrouturou. Les auteurs posaient la question faussement naïve dans le titre de leur article. Ils connaissaient évidemment la réponse : les propriétaires du capital doivent faire respecter leur privilège premier et en abuser, à savoir gagner de l'argent. Mais qu'en est-il de ces 100 000 milliards de dettes privée ? Ils sont le résultat direct de ce capitalisme financiarisé ; les entreprises sont incitées à recourir à l'emprunt grâce à des taux proches de 0, voire inférieurs. Mêmes les PME y sont poussées, notamment par ce regain de la titrisation des créances [15], bien connue avant la crise de 2007. On sait le processus caractéristique de la création d'une bulle dont tout le monde est persuadé qu'elle éclatera, mais personne ne sait quand ! De leur côté, les particuliers sont, en partie en raison de la baisse ou de la stagnation de leur niveau de vie, incités à l'emprunt pour tenter de maintenir ledit niveau. Aucune

régulation ne vient tempérer cette incitation à emprunter, et moins encore aucune augmentation des salaires, comme on le voit, pour la France, sur le graphique reproduit ci-dessous ; il est établi par Erwan Gautier, économiste à la Banque de France. Que se passera-t-il quand – les prémices semblent déjà là – les taux d'intérêt remonteront ? On lit, ici et là, que les entreprises chinoises consacreraient plus de 20 % de leurs revenus au paiement des intérêts des emprunts contractés. Mais, rassurons-nous, Rexecode [16] nous dit que, tout cela est parfaitement gérable. L'essentiel, comme pourrait s'en vanter le président de la République française, est bien que les tout premiers de cordée aient pu, selon l'analyse de *Global dividend index,* accumuler 4 759 milliards de dollars ces quatre dernières années.



Comme la dette est dangereuse, la morale exige qu'elle soit remboursée. Le peuple grec a terriblement souffert, et souffre encore, de cette « morale ». Dans l'Italie post-élection, sa dette se chiffrant à quelque 130 % de son PIB, est intolérable mais, heureusement comme s'est réjoui le commissaire européen – chargé notamment des ressources humaines ! – les marchés vont y mettre bon ordre. C'est fait, en effet, à fin mai, le taux à dix ans appliqué à l'Italie avait augmenté de plus de 1 point. En 1953, ce ne sont pas les marchés qui ont effacé plus de 60 % de la dette allemande, mais le pouvoir politique dans les accords de Londres. S'étaient ajoutés à cette « saine » mesure, des dons du Plan Marshall à la RFA – de 1948 à 1952, l'Allemagne a perçu l'équivalent de plus de 10 milliards de dollars d'aujourd'hui. Peut-être les dirigeants allemands du XXIe siècle n'ont-ils pas voulu risquer de voir la Grèce emprunter le même chemin !

Le FMI – qui n'avait pas signé les accords de Londres de 1953 – montre dans les figures 1.9 et 1.10 reproduites ci-dessous le poids de la charge de la dette pour les pays en développement ; si, au début des années 2000, celui-ci a baissé, tant par rapport à leurs dépenses qu'à celui de leurs recettes, la remontée est continue dès après la sortie de la Grande Récession, augmentation allant, selon les auteurs, jusqu'en 2022. Tout aussi grave et illustrant le comportement des bailleurs de fonds, publics et privés, à l'égard des pays en développement, le deuxième graphique 1.10 montre combien, après la crise, la part des prêts concessionnels [17], c'est-à-dire à des conditions plus favorables pour les pays, a diminué, tandis que celle des prêts commerciaux augmentait.



Il convient de remarquer que, sous le fatras de circonlocutions qui ne devraient surtout pas laisser supposer qu'une dette puisse être bénéfique, le FMI finit par lâcher le morceau que « certains pays avancés auraient aussi avantage à élargir leur assiette fiscale et à mettre à niveau leur régime fiscal. Dans les pays émergents et en développement, la priorité devrait être d'accroître les recettes afin de financer les dépenses essentielles en capital physique et humain ainsi que les dépenses sociales ». Ce n'est pas la première fois que le FMI emprunte le chemin de Canossa [18]. Il faut dire que, maintenant que le Premier ministre grec respecte les canons de l'économie capitaliste sans qu'il y soit contraint par les objurgations du directoire mondial, le Fonds peut, davantage, se laisser aller. Quel avocat, tel Cicéron emportant l'acquittement du « félon » Ligarius, pourtant déjà condamné par Jules César, fera de l'aveu un motif d'absolution – *habemus confitentem reum* – parviendrait, aujourd'hui, à obtenir l'acquittement de l'institution de Washington ? Finie la théorie du ruissellement ? Adieu les premiers de cordée ?

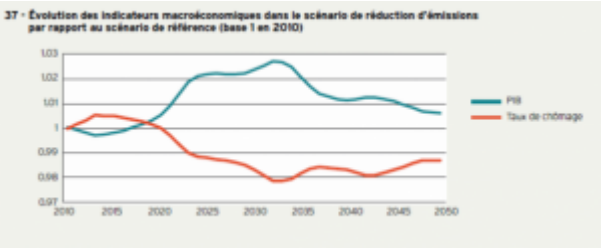
Rien ne presse !

On sait combien la *destruction créatrice*, avancée au début du XXe siècle, par Joseph Schumpeter a eu de succès. Selon lui, l'entrepreneur – héros du capitalisme – est à l'origine de l'innovation mère de la croissance, elle-même rendue possible grâce au système lui-même. Il n'en fallait pas davantage pour que plusieurs avancent que Schumpeter avait puisé sa destruction créatrice chez Marx. Sans doute, cet économiste intelligent et de grande culture a-t-il lu Marx et, notamment, son analyse de la fin du capitalisme. Mais, quand Marx écrit que le capitalisme financier est une « puissance tout à fait nouvelle, qui

à ses origines s'introduit sournoisement comme une aide modeste à l'accumulation, puis devient bientôt une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence, et se transforme enfin en un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux » [19], il ne vante pas le capitalisme que toute son œuvre critique en en montrant la perversion tant pour l'homme que pour la planète sur laquelle il vit.

Si la croissance du PIB constitue la référence omniprésente de tous les discours gouvernementaux et de beaucoup d'économistes en cour, son contenu est rarement véritablement abordé. Selon les données de la Banque Mondiale, de 1960 à 2015, la population de la planète a été multipliée par 2,4 alors que, par exemple, l'émission de CO_2 l'a été par 3,85 pour atteindre plus de 36 Gt en 2014. Par chance, l'efficacité énergétique, mesurée en émission de CO_2 par dollar de PIB, a sur la même période, plus que doublé ! Les dépenses militaires, malgré l'extravagance de pays comme Israël ou l'Arabie saoudite, ont globalement baissé ; en 1960, elles s'établissaient à 6 % du PIB total contre plus de 2 % en 2015 ; il s'agit quand même, pour cette année-là, de près de 1 700 milliards de dollars, alors que le total des biens et services produits, en 2015 par le milliard d'Africains du Sud-Sahara dépassait à peine 1 500 milliards de dollars. On verra sur le graphique reproduit ici que les variations, observées ou prévues, du PIB et celles du taux de chômage sont caractérisées par une corrélation négative parfaite.

Graphique établi par Réseau action climat France



Mais, après tout, est-il si important et si urgent de limiter les émissions des gaz à effet de serre ? Pourquoi devrait-on s'alarmer parce que l'OMS, dans un rapport publié le 2 mai 2018, porte à notre connaissance que neuf personnes sur dix dans le monde respirent un air pollué ? Pourquoi donc ces titres démobilisateurs ? Il y aurait donc quand même 10 % qui auraient accès au grand air. Ce n'est pas mal ! Le rapport précise que 7 millions d'êtres humains meurent chaque année en raison des particules fines présentes dans l'air qu'ils respirent. C'est plus que le nombre de morts provoqués par les accidents de la route, la tuberculose, le sida et le diabète, estimés par l'OMS à 5,4 millions de personnes ! À ces particules fines, viennent s'ajouter, pour 91 % de la population mondiale, de « hauts niveaux de polluants ». Ainsi, de nombreuses mégapoles comme, New Delhi, Pékin, Shanghai, Lima ou Mexico, dépassent de plus de cinq fois les seuils maximums fixés par l'organisation internationale. Comme on peut malheureusement s'y attendre, ce sont les plus pauvres et déshérités, dont femmes et enfants, qui sont les plus touchés. S'ajoute, pour ces 3 milliards de personnes, l'air souvent mortel respiré, en raison des combustibles utilisés à l'intérieur de leur habitat. Ces données ont été collectées dans 4 300 villes de plus de 100 pays ; le continent africain était celui où la collecte des données a été la plus pauvre.

Le merveilleux poète québécois Félix Leclerc chantait dans les années 1950 *Mes frères m'ont oublié, je suis tombé, je suis malade,/Si vous n' me cueillez point je vais mourir, quelle ballade !/Je me ferai petit, tendre et soumis, je vous le jure,/Monsieur, je vous en prie, délivrez-moi de ma torture !* Ramasser les P'tit bonheur, peut-il suffire ?

Transition

Avant qu'il ne se voie confier la responsabilité de la transition écologique et solidaire, l'actuel Ministre d'État Hulot écrivait le 2 juin 2014 sur Facebook : « C'est maintenant au gouvernement et aux parlementaires de prendre leurs responsabilités. Les seules déclarations d'intentions ne suffisent plus : face à la gravité des enjeux, toute inaction serait une faute dont notre génération serait tenue pour responsable ». À l'époque, il n'était pas encore ministre ; il l'était le 9 mars 2018, lorsqu'il accorda un long entretien au quotidien *Le Figaro* dans lequel il déclara : « Nous sommes à l'aube d'une révolution dont on ne connaît pas encore le point d'atterrissage. Nous passerons d'un modèle très centralisé fondé sur les énergies fossiles et le nucléaire, à un modèle fait d'une grande diversité de sources d'énergies, plus proches des lieux de consommation et dont les citoyens pourront être à la fois les producteurs et les consommateurs. J'aimerais que cela nourrisse plus de désir que d'angoisses ».

Dans les années 1970, Raymond Devos séduisait sur scène en apostrophant ses spectateurs, leur lançant « vous voudriez que je fasse comme tous ceux qui n''ont rien à dire et qui le gardent pour eux » ! Interrogé le 6 juin 2018 sur France-Inter à propos de l'adoption le 30 mai de la *loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable,* le journaliste énuméra une longue suite de méfaits constatés dans ladite loi, Nicolas Hulot répondait « moi, je ne me satisfais jamais de la situation, j'engrange les progrès ». Le ministre a parfaitement le droit de s'affirmer assouvi par les résultats de son action, mais les citoyens en grand danger « écologique », sont-ils rassurés ?

En 2011, l'association Négawatt publiait son *Scénario négaWatt 2011-2050* proposant des meures à prendre pour entrer dans la transition énergétique en France. En 2017, l'association transmettait un scénario enrichi et mis à jour, conservant le même horizon de 2050 pour insister sur l'urgence et intitulé *Scénario négawatt 2017-2050*. Il s'inscrit dans une démarche de sobriété et d'efficacité énergétiques et le recours à des énergies renouvelables. On pourra aussi se reporter au lourd document publié dès 2017 et détaillant le contenu de cette étude.

Si cette ancienne publication est évoquée ici, c'est parce que, depuis sa parution, l'environnement mondial s'est encore

lourdement dégradé, bien que l'on se soit rapproché de 2050. Depuis le dernier rapport de Négawatt, la France seulement a émis 2 260 millions de tonnes du seul CO_2. Quelles que soient les critiques qui peuvent être formulées à l'égard de l'étude, il reste que c'est, aujourd'hui, le scénario le plus abouti.

La distorsion entre le savoir et l'action politique est considérable. Nous, citoyens, devons imposer, contre ceux qui imposent leurs privilèges – immoraux, mais plus encore, éminemment dangereux – de promouvoir et faire respecter, par la coopération, tous les biens communs indispensables à la survie de l'humanité.

Aujourd'hui, le monde, y compris la France, s'enfonce toujours davantage dans le néolibéralisme destructeur, l'insécurité internationale ; la mise en cause des valeurs de l'humanité que l'on croyait majoritairement acquises, va progressant. L'avenir serait sans issue ? Qu'a donc réussi l'humanité à l'été 1945 ? Elle avait devant elle des dizaines et des dizaines de millions de morts, une histoire et une géographie bouleversées, pourtant elle a su, au moins pendant deux années, conduire unitairement une reconstruction. En serions-nous, aujourd'hui, incapables ?

Devoir de vacances

Gabriel Zucman, économiste, aujourd'hui chercheur à Berkeley en Californie, travaille depuis plusieurs années sur la montée des inégalités dans le monde, entre autres avec Thomas Piketty. En français, il a publié une enquête [20] sur les paradis fiscaux qui fait autorité.

Il est proposé aux lectrices et lecteurs de cette revue et qui voudraient meubler une partie de l'été à lire quatre dizaines de pages en anglais, dont une constituée de tableaux et graphiques, à ne pas hésiter à se pencher sur *The Missing Profits of Nations*. Il s'agit d'une étude, menée avec deux chercheurs danois, qui est mise en ligne le 5 juin 2018, et dans laquelle ils montrent que 40 % des profits des transnationales sont « abrités » dans les paradis fiscaux.

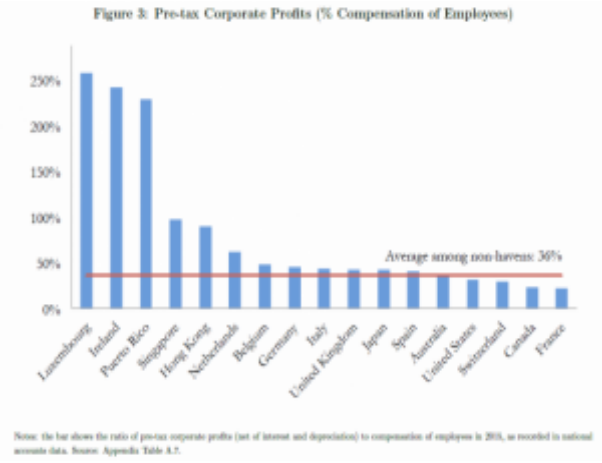
Pour mettre en appétit, on traduit ici l'*abstract* rédigé par les auteurs : « En combinant de nouvelles statistiques macroéconomiques sur les activités des entreprises transnationales avec les comptes nationaux des paradis fiscaux et des autres pays du monde, nous estimons que près de 40 % des profits des transnationales sont transférés, chaque année, vers des pays à faible taux d'imposition. Ce taux de transfert est plus élevé pour les entreprises états-uniennes ; les pertes fiscales sont plus importantes au sein de l'Union européenne et pour les pays en développement. Nous montrons, théoriquement et empiriquement, que dans le système fiscal international actuel, les autorités fiscales des pays à forte fiscalité n'ont pas mis en place les incitations propres à lutter contre le transfert des profits vers les paradis fiscaux. Elles concentrent plutôt leur action à se combattre les unes les autres pour récupérer davantage que le voisin. Cette défaillance politique peut expliquer la persistance du transfert des profits vers des pays à faible fiscalité en dépit des coûts importants d'une telle pratique. Nous fournissons une nouvelle base de données croisées relative aux PIB par pays, aux profits des entreprises, aux balances commerciales et aux changements dans la part des transferts de profit, montrant que la hausse globale de la part du capital social des entreprises est nettement sous-estimée. »

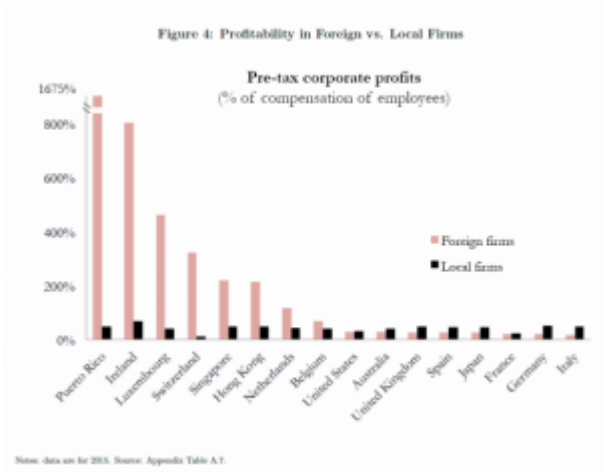
Hors cette présentation, on ne fera pas ici de compte rendu de cette étude tant toutes les observations qu'elle met en évidence sont caractéristiques de ce capitalisme mondialisé et exigerait un plus long article On « appréciera », par exemple, la clairvoyance de Google qui, en 2003, un an avant son introduction en bourse, a transféré son savoir technologique, dont ses algorithmes, dans une filiale immatriculée en Irlande et domiciliée, fiscalement, aux Bermudes. En 2015, Google a réalisé, dans ce pays, 1,5 milliard de dollars de bénéfices offrant un taux d'imposition de… 0 % !

Les mesures prises ces derniers mois à l'égard des géants du Web (les GAFAM) sont à mettre sous l'éclairage de cette réalité. Le ruissellement, nous dit-on !

On ne résiste pas à reproduire ci-dessous, deux graphiques montrant l'ampleur du vol qui, s'il ne s'agissait pas du fonctionnement omniprésent du système, connu de tous les gouvernements, conduirait ses auteurs en prison.

La figure 3 indique pour les 17 pays retenus ce que, en pourcentage, représentent avant impôt, les profits rapportés aux rémunérations des salariés dans chacun des pays retenus. La figure 4 montre pour les mêmes pays, à l'exception de Hong Kong, comment se situent ces mêmes profits, comparés à ceux des entreprises locales. On notera combien l'arrière-cour états-unienne, Porto-Rico, est performante mais aussi la place remarquable que sait tenir l'un des pays fondateurs de l'Union européenne, le Luxembourg, dont l'ancien Premier ministre Juncker est, aujourd'hui le Président de la Commission européenne, le pourfendeur que l'on sait des paradis fiscaux.





Notes

[1] On peut lire, dans ce même numéro, « Le niveau monte ! ».

[2] La tradition juive, et, plus tard la musulmane, rapportent que les jumeaux de Rebecca et Isaac se disputaient le droit d'aînesse que l'un et l'autre revendiquaient ; finalement, Jacob obtint que son jumeau renonce, provisoirement d'ailleurs, au titre après lui avoir préparé un plat de lentilles

[3] Le quatre firmes, DowDuPont, Bayer, Sygenta et Monsanto ont, en 2017, réalisé un bénéfice de plus de 15 milliards de dollars.

[4] Le magazine Planétoscope estime que, dans le monde, 4 300 milliards de mégots sont jetés, tous les ans, dans les rues.

[5] Dans *Le Capital*, Livre I, cité par J.-M. Harribey dans *L'économie par terre ou sur terre ?*

[6] Entre autres : Alors, cette pause dans le réchauffement ?,La dégradation climatique, Ralentissement du réchauffement ?

[7] J.M. Keynes, *Lettre à nos petits-enfants*, Paris, LLL, 2017.

[8] Les études menées pour le calcul de cet index portent sur les 1 200 premières capitalisations boursières mondiales qui distribuent 90 % des dividendes mondiaux.

[9] Selon la Banque mondiale, le PIB 2016 des pays les moins avancés (PMA) s'élevait à 944 milliards de dollars (plus de 950 millions

d'habitants.

[10] JHGDI, *Janus Henderson global dividend index* prend comme référence l'année 2009.

[11] David Graeber, *Dette 5000 ans d'histoire*, Paris, LLL, 2013

[12] Le PNUD, dans son rapport 2016 classait les pays de la manière suivante pour un PIB total exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA) : très haut développement, 52 488 milliards $ PPA (1,35 milliard d'habitants), haut développement, 33 384 milliards $ PPA (2,38 milliards d'habitants), développement moyen 16 333 milliards $ PPA (2,62 milliards d'habitants), PMA 2 517 milliards $ PPA (0,88 milliard d'habitants).

[13] La Banque des règlements internationaux BIS indique que les produits dérivés, OTC, parfaits instruments de spéculation, avaient diminué en 2016 passant de 553 000 milliards $ au 1er trimestre à 483 000 milliards de dollars,

[14] Pourquoi faut-il que les États payent 600 fois plus que les banques ?

[15] « Innovation » consistant à transformer une ou plusieurs créances, en titre qui sera négocié sur les marchés financiers.

[16] Le Coe-Rexecode est un cabinet d'étude économique, proche du MEDEF.

[17] En 2016, l'engagement total du groupe de la Banque mondiale s'est élevé à 61 milliards de dollars, sur ce montant, l'intervention de l'AID (prêts concessionnels et dons) était de 16 milliards de dollars.

[18] Lire, par exemple, Réguler pour éviter les crises ?

[19] Karl Marx, *Le Capital*, livre premier, section 7, chapitre XXV, 1867.

[20] Gabriel Zucman, *La Richesse cachée des nations*, Paris, Seuil, 2013.